



Protéger les sentinelles dans l'UE : proposition de loi européenne anti-SLAPP

<https://shipbreakingplatform.org/proposal-eu-anti-slapp-law/>

Une coalition d'organisations non gouvernementales de toute l'Europe a travaillé ces dernières années pour sensibiliser et exhorter les décideurs à protéger les protecteurs de l'intérêt public tels que les journalistes, les défenseurs des droits, les militants et les lanceurs d'alerte contre les poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPP).

Les poursuites SLAPP sont une forme de harcèlement juridique. Poursuivis par des cabinets d'avocats au nom d'individus, d'entreprises et d'organisations puissants qui cherchent à éviter le contrôle public, leur objectif est de drainer les ressources financières et psychologiques de la cible et de dissuader les voix critiques au détriment de la participation du public. De nombreuses personnes et organisations ont été de plus en plus ciblées ces dernières années via les SLAPP, y compris l'ONG Shipbreaking Platform elle-même, deux de ses organisations membres ainsi que des membres du personnel et des administrateurs, pour avoir révélé des exportations illégales de déchets.

À l'heure actuelle, aucun pays de l'UE n'a adopté de règles ciblées qui protègent spécifiquement contre les poursuites SLAPP. Des règles à l'échelle de l'UE prévoyant une protection forte et cohérente contre les poursuites SLAPP marqueraient une étape cruciale vers la fin de cette pratique abusive dans les États membres de l'UE et serviraient de référence pour les pays du reste de l'Europe et au-delà. Associée à d'autres mesures législatives et non législatives, elle contribuerait à garantir un environnement plus sûr pour les sentinelles publiques et la participation du public dans

l'UE.

C'est pourquoi l'ONG Shipbreaking Platform, en collaboration avec d'autres organisations de la société civile, a engagé un large éventail d'experts, notamment des universitaires, des avocats, des praticiens, des cibles du SLAPP et des spécialistes des politiques, pour examiner la valeur ajoutée, la faisabilité et les éléments clés d'une éventuelle législation anti-SLAPP de l'UE.

Le résultat de ce travail collaboratif est un modèle de loi anti-SLAPP de l'UE proposant un ensemble de règles qui, si elles étaient en place, garantiraient que, dans chaque pays de l'UE, les SLAPP soient licenciés à un stade précoce de la procédure, que les justiciables SLAPP paient pour avoir abusé de la loi et des tribunaux, et les cibles du SLAPP recevraient des moyens et une assistance pour se défendre.

Alors que la démocratie et l'état de droit sont de plus en plus sous pression dans un certain nombre de pays de l'UE, ce document soutient l'appel lancé aux décideurs politiques de l'UE par les organisations soussignées pour proposer de toute urgence une directive anti-SLAPP de l'UE pour protéger les chiens de garde publics qui contribuent à maintenir les puissants rendre compte et faire vivre le débat démocratique.

Lisez notre modèle de directive anti-SLAPP ici (lien en anglais : [here](#)).

